

Climat : avec son « bilan mondial », l'ONU envoie un coup de semonce avant la COP28

Le rapport était attendu. Son atterrissage, juste avant le début d'un automne ponctué de rendez-vous importants pour la diplomatie climatique, est millimétré. Vendredi 8 septembre, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a rendu public son [Global Stocktake, ou « bilan mondial »](#), un document important qui dresse l'inventaire des mesures prises par les Etats depuis l'accord de Paris sur le climat scellé en 2015. Et [les premières lignes sont sans appel](#).

« Les émissions mondiales ne sont pas conformes aux trajectoires d'atténuation cohérentes avec l'objectif de température de l'accord de Paris, peut-on lire dans le rapport. Il existe une fenêtre de plus en plus étroite pour relever les ambitions et mettre en œuvre les engagements existants afin de limiter le réchauffement à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels. »

Un coup de semonce de la part des Nations unies, alors que le réchauffement climatique d'origine humaine atteint déjà 1,2 °C. Et une pression politique sur les dirigeants à la veille du G20 organisé à New Delhi, en Inde, à douze jours du sommet sur l'ambition climatique organisé par l'ONU à New York, et à moins de trois mois de la 28^e Conférence mondiale sur le climat (COP28). Négocié lors de la COP21, en 2015, le texte de l'accord de Paris, qui ambitionne de limiter la hausse moyenne des températures au-dessous de 2 °C, et si possible sous 1,5 °C, prévoyait ce bilan.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Le réchauffement planétaire s'accroît à un rythme sans précédent](#)

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

Depuis deux ans, les experts de la CCNUCC ont demandé aux parties signataires d'envoyer des documents précis sur les mesures mises en place. Ils ont aussi auditionné des scientifiques, des acteurs de la société civile, et se sont appuyés sur le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Leur verdict est sans appel. L'accord conclu à l'issue de la COP21 a fait bouger les lignes, mais les actions mises en place ne sont pas suffisantes. *« Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs à long terme »*, poursuit l'ONU.

Emissions de gaz à effet de serre en progression

Le cœur du rapport concerne les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la question des énergies fossiles. Selon les auteurs, qui s'appuient sur les conclusions du GIEC, les émissions devraient atteindre leur point culminant *« entre 2020 et 2025 »*. Sauf qu'elles sont toujours en progression : *« Elles ont atteint un sommet dans les pays développés et dans certains pays en développement, mais les émissions mondiales n'ont pas encore atteint leur maximum. Toutes les parties doivent entreprendre des réductions rapides et profondes de leurs émissions de GES dans les décennies qui suivront le pic. »* Le document appelle les Etats à *« réduire les émissions mondiales de GES de 43 %, d'ici à 2030, et de 60 %, d'ici à 2035, par*

rapport aux niveaux de 2019 », seul chemin pour rester dans les clous de l'accord de Paris et atteindre la neutralité carbone en 2050.

Dans les conditions actuelles, les rédacteurs prédisent que le surplus d'émissions sera de 23,9 milliards de tonnes en 2030. Si l'on se rapporte aux émissions actuelles (40,6 milliards de tonnes de CO₂ en 2022, en hausse de près de 1 % par rapport à 2021), le delta à combler est immense. Alors que la prochaine COP se tiendra à Dubaï, aux Emirats arabes unis, du 30 novembre au 12 décembre, l'ONU remet au cœur de l'agenda la question de la sortie des énergies fossiles. Un point déterminant réclamé par une grande partie des ONG.

« Pour atteindre zéro émission nette de GES, il faut transformer les systèmes dans tous les secteurs et dans tous les contextes, notamment en augmentant les énergies renouvelables tout en éliminant progressivement tous les combustibles fossiles sans système de captage de carbone », peut-on lire dans le rapport.

Chacun des mots a été soigneusement pesé. La phrase satisfait les acteurs de la société civile qui souhaitent profiter de la localisation de la COP dans un pays du Golfe pour mettre la question du pétrole, du gaz et du charbon au centre des négociations sur le climat. Mais les termes employés sont importants.

Rédigé en anglais, le rapport évoque la fin des *« unabated fossil fuels »*. Le terme *« unabated »* peut se traduire par *« sans captage de carbone »*. Cela laisse donc la porte ouverte à l'usage d'énergies fossiles qui bénéficient de solutions techniques de captage. Une façon de ne pas froisser les pays producteurs.

Lors du sommet du G7 en avril, les dirigeants avaient utilisé ce mot plusieurs fois dans leur déclaration finale. *« Il est très important qu'un rapport onusien évoque la sortie des énergies fossiles, même si la tournure de phrase est ambiguë, estime Marine Pouget, spécialiste des négociations internationales au sein de l'association Réseau Action Climat. Et il est fondamental que ce document soutienne clairement le développement massif des énergies renouvelables, dommage qu'il ne donne pas des objectifs chiffrés. »*

Entre les lignes, ce « bilan mondial » esquisse ainsi les futurs débats de la COP28. Notamment celui sur le montant de l'aide financière accordée aux pays les plus pauvres par les pays riches. *« Il est nécessaire d'intensifier rapidement la mobilisation du soutien à l'action climatique dans les pays en développement pour répondre aux besoins urgents, estiment les experts de l'ONU. Une approche systématique de réorientation des flux financiers est nécessaire pour soutenir une action climatique efficace à l'échelle et à la vitesse requises. »*

« Transformer le système financier »

En juin à Paris, le [Sommet pour un nouveau pacte financier mondial](#) s'était clôturé avec l'annonce d'un engagement pour le climat de la part des Etats les plus riches, à hauteur de 100 milliards de dollars (93,3 milliards d'euros). En novembre 2022, lors de la COP27, les 196 pays réunis à Charm El-Cheikh (Egypte) avaient aussi décidé de créer un fonds pour les

« *pertes et dommages* », afin d'aider financièrement les pays touchés par les dégâts irréversibles dus au dérèglement climatique.

Des chantiers sur lesquels la plupart des pays en voie de développement craignent l'enlisement. « *L'ampleur des investissements requis pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris met en évidence la nécessité de transformer le système financier, ses structures et ses processus, ainsi que de maximiser l'efficacité des initiatives de coopération internationale en matière de financement climatique* », souligne le « bilan mondial ». Réduction des émissions d'un côté et revendications financières de l'autre... Le grand défi de la prochaine COP sera de mener ces deux dossiers de front, alors que les pays n'ont pas les mêmes priorités.

Autre point souligné par l'ONU : la nécessité de déployer des stratégies d'adaptation aux bouleversements climatiques, alors que l'année 2023 pourrait être la plus chaude de l'histoire et qu'une série d'événements extrêmes [a marqué l'été de l'hémisphère Nord](#). « *Les impacts augmenteront pour chaque fraction de degré de réchauffement climatique. Les impacts projetés dépasseront les limites strictes de l'adaptation, principalement dans les systèmes naturels. Certains impacts seront irréversibles à mesure que les températures augmenteront au-delà de 1,5 °C* », concluent les experts.

Si l'ONU donne le ton des semaines à venir, il est difficile de savoir à quel point ce rapport pèsera dans les négociations climatiques. « *C'est un moment crucial où tous les pays devront montrer ce qu'ils ont déjà accompli et le "bilan mondial" est important. Il montre la bonne direction avant d'aborder un nouveau cycle* », analyse Laurence Tubiana, à la tête de la Fondation européenne pour le climat et ancienne ambassadrice lors de la COP21.

De son côté, [le président de la COP28 et de la compagnie pétrolière nationale émiratie, Sultan Al-Jaber](#), a réagi en appelant à « *tripler les énergies renouvelables d'ici à 2030, à commercialiser d'autres solutions sans carbone, comme l'hydrogène, et à développer un système énergétique exempt de tout combustible fossile* ». « *Unabated* », a-t-il pris soin, lui aussi, de préciser.